

Communiqué de presse du CJD – 4 octobre 2026

La jeunesse, nous lui devons tout

Alors que la mobilisation lycéenne s'étend à de nombreux établissements en France, le CJD appelle à entendre ce qui se joue derrière les tensions. Ce que nous observons n'est pas seulement un phénomène français. Partout dans le monde, une génération interpelle les adultes sur son avenir, la place qu'elle pourra occuper dans la société, sa capacité à se projeter et à espérer. Derrière les mobilisations, derrière les « 212 », derrière parfois la colère ou le décrochage, une même question nous est adressée :

Quel avenir réservons-nous à notre jeunesse ?

Dettes générationnelles, financières et écologiques, incertitude professionnelle, sentiment d'inégalité : ces préoccupations ne peuvent être réduites à une simple contestation de l'institution scolaire. Elles traduisent une inquiétude plus profonde quant aux conditions dans lesquelles une génération va devoir construire sa vie et son avenir.

La jeunesse c'est fait pour se chercher. On ne peut pas d'un côté accepter que le monde soit incertain ou "sans alternative" et s'étonner que la jeunesse ait peur de l'avenir. Les conditions nécessaires à sa réalisation en tant qu'adulte en devenir ne sont plus garanties, comme si nos jeunes n'avaient déjà plus le temps d'être justement cela : jeune.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Ces jeunes qui manifestent ont posé des questions et n'ont pas été écoutés. La colère monte progressivement, face à la surdité du système et un horizon qui apparaît bouché.

La vraie question n'est pas de condamner une jeunesse qui se révolte. Personne ne décide du jour au lendemain de brûler son lycée, ou des poubelles

La vraie question est de savoir ce que nous avons manqué, c'est notre responsabilité.

Qu'avons-nous fait pour permettre à cette génération de prendre part aux décisions qui la concernent ? Avons-nous suffisamment créé les conditions du dialogue, de l'engagement et de la construction d'un projet collectif ?

A quel moment nous sommes-nous dit que les revendications des jeunes n'étaient pas légitimes ?

Aujourd'hui, **21,6 % des actifs de 15 à 24 ans sont au chômage**, selon les dernières données de l'Insee. La problématique d'emploi s'amplifie avec l'arrivée de l'intelligence artificielle aussi bien pour les diplômés que les non-diplômés. Cela montre l'importance

des dispositifs comme l'école de la deuxième chance, le réseau Etincelle pour des jeunes en rupture scolaire...

Et pourtant, l'envie d'entreprendre, de s'engager et de faire est bien réelle. Cette jeunesse ne demande pas à être mise à l'écart du monde du travail : elle aspire à y prendre sa place, à apprendre, à créer, à transmettre et à contribuer.

L'accès à l'emploi reste difficile pour une génération qui entre dans la vie active. Les évolutions récentes des dispositifs d'aide à l'apprentissage interrogent également la capacité collective à maintenir une porte d'entrée large vers l'entreprise. Les inégalités d'accès aux stages et aux premières expériences professionnelles demeurent, elles aussi, une réalité.

Pourtant le CJD, comme d'autres acteurs, pousse depuis longtemps déjà ces solutions que nous souhaitons voir émerger dans le débat présidentiel : rapprocher davantage l'école et l'entreprise, développer l'apprentissage et l'alternance, valoriser les métiers du « faire », lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux, et permettre à chaque jeune de découvrir le monde professionnel.

Reconnaître la légitimité d'une inquiétude ne signifie pas cautionner toutes les formes qu'elle peut prendre.

Mais la réponse à une mobilisation de la jeunesse ne peut pas se limiter à la seule question du maintien de l'ordre, dont l'intensité et la violence doivent, à minima, nous questionner.

Car il s'agit là de la première génération confrontée à la finitude du monde.

Une génération qui grandit avec la conscience des limites écologiques de notre civilisation, avec la perspective d'une transformation profonde du travail, avec l'incertitude économique et avec une succession de crises qui rendent l'avenir moins lisible.

Et pourtant, cette jeunesse n'est pas une génération résignée.

C'est une chance ! Et précisément là que le monde économique doit prendre sa part de responsabilité.

Les entreprises ne sont pas extérieures à cette conversation. Elles sont un lieu d'apprentissage, d'émancipation, de transmission et d'intégration.

Le CJD appelle donc à **faire de la jeunesse un sujet central du débat public**, et notamment du prochain débat présidentiel.

Il est temps d'écouter, de dialoguer et surtout d'agir.

Contact presse : Laurène Collard – 06 15 26 35 95 – laurene.collard@cjd.net
--